



October 2013
Issue 68

Editor: Isabelle Ioannides (Tel: 87407)

Assistant: Aurélie Therace (Tel: 64925)

Disclaimer: The views expressed in the BEPA Monthly do not necessarily reflect those of the European Commission.

CONTENTS

Le marché intérieur : quoi de neuf ?	1
L'entrepreneuriat social comme vecteur de croissance en Europe	2
The EU services sector: An opportunity for growth	4
The next frontier for the EU single market	6
Le marché unique: vecteur méconnu de la paix en Europe ?	7
Think Tank Twitter	8
BEPA News	10

EDITORIAL

Par Jean-Claude Thébault

Le marché intérieur : quoi de neuf ?

Tous ceux qui, à un titre ou un autre, s'intéressent à la thématique du marché intérieur, connaissent nécessairement la célèbre phrase de Jacques Delors, répétée à satiété en toute occasion : « on ne tombe pas amoureux du marché unique ». Mais le plus souvent, on oublie de citer *in extenso* le propos de l'ancien Président de la Commission, qui prend dès lors une autre dimension : « On ne tombe pas amoureux du marché unique ; il faut quelque chose en plus. » Il va sans dire que pour celui qui n'en était pas moins le père du marché unique – dans sa version des années 90 –, ce « quelque chose en plus », c'était tout à la fois le projet politique et l'attention portée aux citoyens, ni l'Europe ni ses peuples ne pouvant se satisfaire d'une construction purement économique.

Le bilan du marché unique tel que nous le connaissons est pourtant loin d'être négligeable, au vu de ses réalisations. L'importance du débat en ligne engagé entre septembre et octobre derniers sous le vocable de « mois du marché unique », à l'initiative du Commissaire

Michel Barnier et en partenariat avec le Parlement européen et d'autres grandes institutions européennes, a montré l'actualité toujours riche d'une politique européenne qui, depuis 1957, a conduit à la création du plus grand marché du monde, grâce à la disparition des droits de douane, à la multiplication des échanges transfrontaliers, au renforcement des droits et de la sécurité des consommateurs, à la baisse du coût des services, qu'il s'agisse du transport aérien, de la téléphonie ou d'un autre secteur.

Mais si cela ne suffit pas à susciter l'engouement pour le marché intérieur, alors peut-être peut-on essayer de lui trouver d'autres vertus, moins connues, mais susceptibles de créer l'intérêt. C'est ce à quoi veut s'attacher le présent numéro du *BEPA Monthly Brief* : du marché unique vecteur méconnu de la paix en Europe à la dimension sociale de plus en plus marquée dudit marché en passant par ce que pourraient être ses futures avancées, le lecteur trouvera ci-après autant d'angles d'approche qui lui offriront une vision inattendue, voire inédite d'un sujet *a priori* largement rebattu. Un petit « quelque chose en plus », en somme, qui ne déplairait sans doute pas à Jacques Delors...

1 L'entrepreneuriat social comme vecteur de croissance en Europe

Par Axel de Martene*

Les entreprises sociales sont désormais « sur le radar » – et nous sommes de plus en plus nombreux à y voir une réponse à la série de crises économique, sociale, environnementale aussi, qui touchent l'Europe et d'autres régions du monde.

En réalité, cette initiative pour l'entrepreneuriat social n'est pas « hors-sol » ; elle se veut participer à la construction d'un nouveau modèle de croissance qui doit tout d'abord reposer sur des bases solides et équitables, et non plus sur la caricature de libéralisme qui a provoqué la crise des *subprimes* et la chute de Lehman Brothers, il y a cinq ans. Nous avons besoin d'un secteur financier responsable et bien régulé, au service de l'économie réelle – c'est le sens des 40 initiatives portées par la Commission européenne, beaucoup d'entre elles déjà en vigueur.

L'idée même de nous réinterroger sur notre/nos modèle(s) économique(s), d'imaginer les orientations pour les prochaines générations, est centrale dans la crise que nous traversons actuellement. La réponse à cette question exige d'avoir le courage de remettre en cause certaines situations établies, et parfois de se heurter aux intérêts de ceux qui privilégient le profit immédiat sur les considérations sociales et environnementales de plus long terme.

Répondre aux tendances mondiales

Quel que soit l'angle abordé, cependant, la préoccupation centrale reste la même : comment replacer l'humain au cœur du système économique ? Elle nous demande aussi de faire preuve de beaucoup d'imagination pour inventer des modèles économiques jusqu'ici inconnus et dont la mise en œuvre paraît souvent impossible tant qu'on ne l'a pas tentée. Cela dit, *trois phénomènes* en cours doivent nous pousser à trouver le courage et l'imagination nécessaires.

Premièrement, la crise financière, que certains voient derrière nous mais dont les conséquences économiques et sociales sont toujours bien présentes, avec par exemple 23 pour cent de jeunes Européens au chômage, a bien mis en évidence les dangers de la caricature de libéralisme que nous avons connue dans les années 80 et 90, et la

nécessité de reconnecter la finance avec l'économie réelle. En matière budgétaire aussi, nous aurions tort de « sacrifier l'avenir au présent ». En Europe, la crise des dettes souveraines a bien montré l'absolue nécessité de mener des politiques de consolidation budgétaire.

Faut-il pour autant mener cette consolidation à marche forcée, au risque de tuer la croissance dans l'œuf ? Evidemment non, et c'est pourquoi la Commission européenne fait preuve de souplesse, par exemple en donnant un délai supplémentaire à certains pays pour atteindre leurs objectifs de déficit public. Cela dit, il est clair que ces délais doivent être mis à profit pour mettre en œuvre de véritables réformes structurelles: elles permettront à nos économies de retrouver de la compétitivité et la croissance. Enfin, il est essentiel que le nouveau modèle de croissance nous permette de canaliser l'épargne disponible vers des projets d'investissement de long terme.

Deuxièmement, dans un monde de plus en plus interconnecté et médiatisé, les décisions politiques, économiques et environnementales d'un pays ont toujours un impact sur ses voisins et partenaires commerciaux, d'où la nécessité de mettre en place une nouvelle gouvernance mondiale, comme nous le faisons avec le G20 pour la régulation financière ou avec les conférences de l'ONU sur le climat.

Enfin, le développement d'internet et des nouvelles technologies multiplie nos possibilités d'invention de nouveaux modèles économiques, basés sur l'échange de compétences, notamment via les réseaux sociaux, sur de nouveaux modes de financement, comme le microcrédit ou le financement participatif, mais aussi sur de nouvelles façons de produire, à l'image du mouvement des « makers », ces créateurs qui utilisent internet et les technologies d'impression 3D pour produire eux-mêmes leurs inventions.

Crise financière, mondialisation, nouvelles possibilités numériques : à travers ces phénomènes, nous avons une chance historique d'opérer cette mutation vers un modèle de croissance respectueux de l'humain et de la planète.

* Axel de Martene est Membre du Cabinet du Commissaire européen chargé du marché intérieur et des services, Michel Barnier.

L'initiative pour l'entrepreneuriat social

Bien sûr, beaucoup reste à faire pour donner une pleine visibilité aux entreprises sociales, augmenter leur accès aux financements et leur permettre de lancer dans de bonnes conditions des projets toujours plus nombreux et innovants. C'est l'ambition de l'initiative pour l'entrepreneuriat social.

Adoptée le 25 octobre 2011, l'initiative vise les « entreprises sociales », dont l'objectif social ou sociétal d'intérêt commun est la raison d'être de l'action commerciale, qui se traduit souvent par un haut niveau d'innovation sociale. Leurs bénéficiaires sont principalement réinvestis dans la réalisation de cet objet social et leur mode d'organisation ou le système de propriété reflète leur mission, s'appuyant sur des principes démocratiques ou participatifs, ou visant à la justice sociale. Ces entreprises peuvent poursuivre cet objectif d'intérêt général en fournissant des services sociaux et/ou de biens et services destinés à un public fragile et/ou en dans leur mode de production.

Environ une entreprise créée sur quatre en Europe est une entreprise sociale. Par leur potentiel de création d'emplois, le plus souvent durables et non délocalisables, les entreprises sociales représentent un atout de premier plan pour le développement économique des territoires où elles sont implantées et la mise en place de processus de production respectueux de l'environnement.

Par leur propension à donner leur chance à des personnes durablement à l'écart du marché du travail, et leur échelle des salaires réduite par rapport à d'autres secteurs, elles apportent une contribution importante tant à l'inclusion sociale qu'à la réduction des inégalités. Par leur capacité à mettre en place des modèles économiques innovants et pérennes, elles peuvent servir de source d'inspiration pour l'ensemble de l'économie. Par leur dynamisme économique, enfin, elles représentent pour l'Etat un surcroît de recettes fiscales et une baisse des dépenses de prise en charge qui peut contribuer au rééquilibrage des finances publiques.

Pourtant, malgré les efforts pour améliorer le fonctionnement du marché intérieur, la plupart des entrepreneurs sociaux opèrent encore essentiellement dans un cadre national, voire local.

Pour toutes ces raisons, l'Europe se devait de soutenir les entreprises sociales.

Quelles actions concrètes ?

A travers les 28 actions de cette feuille de route, notre objectif est clair : mettre les outils du marché unique au service de ce secteur de l'économie. Depuis bientôt deux ans, nous mettons en œuvre les trois volets de ce projet avec détermination.

D'abord, nous voulons améliorer l'accès au financement des entreprises sociales, grâce à l'action des fonds structurels, mais également en augmentant leur attractivité pour les investisseurs privés, par exemple grâce au règlement sur les fonds européens pour l'entrepreneuriat social, qui est opérationnel depuis juillet dernier.

Ensuite, nous voulons renforcer la visibilité des entreprises sociales pour augmenter leur capital de confiance auprès de leurs interlocuteurs, comme les collectivités locales ou les banquiers, et leur permettre d'attirer plus de jeunes diplômés. Nous avons engagé un travail de cartographie du secteur, dont les premiers résultats seront disponibles début 2014. Il s'agit là d'un outil de pilotage politique primordial, car les définitions varient encore trop d'un Etat à l'autre, et les données sont de ce fait encore trop peu fiables.

Par ailleurs, nous encourageons le développement des outils de mesure de l'impact social, qui permettront aux entreprises sociales de mieux valoriser leurs atouts. Nous favorisons également la prise en compte de l'économie sociale et solidaire dans les cursus scolaires et universitaires.

Enfin, nous voulons simplifier l'environnement réglementaire des entreprises sociales. L'adaptation des règles relatives aux aides d'Etat et aux marchés publics y contribue, tout comme le développement d'un statut européen pour les fondations, et bien sûr, l'allègement des règles des aides d'Etat applicables aux entreprises sociales qui sont délégataires de services publics.

Ces sujets, et bien d'autres, seront débattus les 16 et 17 janvier prochains lors d'un grand événement participatif, à Strasbourg. A travers des rencontres, des ateliers, des discussions spontanées ou plus organisées, nous souhaitons que les acteurs du secteur nous aident à tracer les perspectives et dégager des priorités pour les prochaines années.

2 The EU services sector: An opportunity for growth

By Stephen Booth*

The EU is in desperate need of a new success story. The single market is rightly cited among the EU's greatest achievements but it is no secret that the progress in liberalising goods trade across Europe has not been matched by a similar ambition in services. The last five years have highlighted that the EU needs to improve its economic competitiveness in order to compete in the global economy of the 21st century. However, for too long the EU has been hamstrung by a lop-sided single market.

Capitalising on the Services Directive

Services account for over 70 percent of Europe's output but only account for around 25 percent of the EU's internal trade. There is no doubt that liberalising trade in services is far more difficult than for goods. Services are traditionally less 'tradeable', although new technology is changing this. Trade in services is also contingent on a number of factors, often requiring the movement of people across borders, ease of establishment in another state, and overcoming different 'behind-the-border' regulatory regimes in home and host states. However, when the need for new growth opportunities in Europe is so great, politicians and policymakers can no longer make excuses for inaction.

The Directive on services in the Internal Market (Services Directive) covers sectors accounting for around 45 percent of the EU's GDP. We have all seen the numbers. According to estimates for the European Commission, fully implementing the Services Directive could boost the EU's GDP by up to a further 228.8 billion euro a year, in addition to the 101 billion euro already gained.

The shortcomings

Political and cultural resistance, however, has meant that implementation of the Services Directive is inconsistent and this has created barriers to cross-border trade. This situation is not helped by the ambiguity in the Directive

itself. Certain restrictive practices, such as economic needs tests, are banned under the Directive, and when enforced (which is not always the case) have helped to open up markets to new entrants, both domestic and from elsewhere in Europe.

At the same time, the Directive also leaves a lot of discretion to national and regional authorities to determine which protections, or barriers, are proportionate. As the European Commission noted in 2012 in a report constituting the first assessment of the economic impact of the services directive following its implementation, "The Directive left some room to member states when deciding which existing regulation was incompatible with the provisions of the Directive." Nonetheless, businesses point out that this often results in residual protectionism.

EU leaders have pledged better implementation of the Directive countless times. But the frequency of the political commitments only illustrates the failure to deliver those made in the past.

Adopting the 'country of origin' principle

It is time for a different approach. In the report *Kick-starting growth: How to reignite the EU's services sector*, Open Europe proposes returning to the original draft of the Services Directive and fully adopting the 'country of origin' principle. This would effectively grant temporary service providers a single market 'passport' allowing them to operate anywhere in the EU provided that they are properly authorised at home.

This approach would boost annual the EU's GDP by up to 2.3 percent or 294 billion euro, more than the 228.8 billion euro a year expected under the current 'best implementation' assumption. Importantly, adopting the 'country of origin' principle would introduce greater 'market pressure' to liberalise, in addition to the 'government

* Stephen Booth is the Research Director of Open Europe, a think tank with offices in London and Brussels.

pressure' that exists under the current Directive, as there would be greater and more open competition between and among different member states' services sectors. In turn, this would also place a greater emphasis on realising the benefits of increasing cross-border services trade and creating a genuine EU-wide services market.

Embracing mutual recognition

The 2011 'peer-review' of the Services Directive, whereby member states challenged each other's regulatory requirements, reported more than 34,000 requirements either in force or under review. It is impossible to expect the European Commission to be responsible for determining whether each of these is 'proportionate' and in line with the Directive or not. Fully embracing mutual recognition would reduce the need to rely on the European Commission to make sure national or regional governments' individual rules are compliant.

This reform would be politically controversial, as the negotiations over the existing Directive illustrated. However, circumstances have changed and arguably the political mood with them. It is time to make the argument for free trade and competitiveness again. The EC-ECB-IMF 'Troika' is actively pushing fundamental structural reform of the services sectors of Cyprus, Greece, and Portugal, while Spain and Italy have also embarked on ambitious liberalisation of their labour markets in an effort to stave off future crises. This type of reform would be easier to swallow politically if it was part of an EU-wide drive for competitiveness.

'Enhanced cooperation' for the EU internal market

There is another wider political benefit to getting serious about the single market in services. At a time when EU summits have become preoccupied with eurozone reform

and fears abound that the single market is vulnerable to a euro / non-euro schism, what would be better than a new ambitious programme to boost trade across the entire single market?

Clearly, the bigger the market the better, but if EU-wide agreement is not forthcoming, those who wish to establish greater openness between their services sectors should not be held back by those countries determined to drag their feet. In 2011, the Dutch Prime Minister Mark Rutte suggested that "the Scandics, the Baltics and other countries will be willing to group together to have the original services directive implemented" under enhanced cooperation.

In a "pro-growth" letter in February 2012, twelve member states – the UK, the Netherlands, Italy, Estonia, Latvia, Finland, Ireland, Czech Republic, Slovakia, Spain, Sweden and Poland – all committed themselves to "open[ing] up services markets" with "urgency, nationally and at the European level, to remove the restrictions that hinder access and competition". If just this group of countries were to open up their services markets under enhanced cooperation, it would still produce a lasting boost to the EU's GDP of up to 1.17 percent or 147.8 billion euro in addition to the economic gains already realised under the Directive. If other countries, such as Germany, were also persuaded to join, the economic benefits would of course be much bigger.

Such a development would be a positive, constructive, and pro-European means by which to secure continued engagement in the EU from non-euro countries, including the United Kingdom, a long-frustrated advocate of services liberalisation. This possible new approach should be embraced by all.

3 The next frontier for the EU single market

By *Baudouin Regout**

The single market has been a flagship of European integration and its deepening is a cornerstone of the Europe 2020 agenda. It is even more important than ever at a time when Europe dearly needs sustainable growth. While this growth-creating potential is widely recognised, factual evidence on where such potential lies, how much additional growth it could deliver, and which concrete measures would help unlock it, have been elusive. However, careful analysis of sector and market economic data sheds new light and reveals the area and nature of this potential.

Opportunity in diversity

First, the fact that some markets (e.g., retail trade, construction, hotels) perform very differently from country to country, hints at a potential to be captured. Indeed, the sector performance differs in terms of productivity, innovation, price levels and jobs. Consequently, raising the level of performance of these sectors in all EU member states to, or closer to, the best European practice would directly boost growth, jobs and purchasing power in the EU. As sector differences in productivity, for instance, often reach 30 per cent or more between laggards and 'best in class', one sees that the potential is particularly sizeable.

Second, the varying performance of equivalent sectors and markets across EU countries also suggests the presence of barriers that impede them from having similar performance. The best analogy is a tomato and carrot soup. If the cook uses a single pot, it does not matter whether s/he puts the tomato on the left hand side and the carrots on the right hand side of the pot. After a while, there will be tomatoes and carrots on both the left and the right hand side of the pot. If this was not the case, it would be the tell-tale sign of some kind of a barrier on the left or right side or in between.

Remarkably, 12 out of the 13 sectors with the most potential are service sectors. These service sectors split in three categories. First, the service sectors which tend to be local or national by their very nature: retail trade, wholesale trade, construction, and large parts of business services

(e.g., legal professions, advertising). The second category includes services that operate via networks: post and telecommunications, transportation, energy and financial intermediation. Finally, the third category includes public or sometimes partially public services: public administration, defence, social security, health care, and education.

Heightened competition in local services and a network union

These three categories have something in common: competition, regulation and/or supervision that tend to be at local or national levels, with only banking becoming an exception as Europe implements the Banking Union. Therefore, capturing the remaining potential will require the full support of member states and/or reinforced governance at the EU level.

Boosting the performance of these sectors, except of course the public service sectors, would stem from adopting sector specific best practice (smart) regulation that would boost competition. Competition would in turn ensure that firms innovate more, become more efficient, and that the most innovative and effective ones gain market share, progressively replacing the less innovative and less effective firms. This can be a politically delicate area, raising resistance from local and domestic vested interest groups.

For Europe, it can mean two things: first, Europe should try to help address local or national barriers to competition and innovation. It can do that through its reinforced economic governance and the proposed convergence and competitiveness instruments. Second, Europe should apply the concept of Banking Union to its other network services, such as telecommunication, transportation, energy, etc. Such a 'Network Union' would mean in practice that regulation and supervision take place at EU and not national level, creating the foundation for a genuine single market where EU-wide competition would be boosted for the benefit of its users, European consumers and businesses.

* *Baudouin Regout is an Adviser in the Analysis Team of BEPA.*

4 Le marché unique, vecteur méconnu de la paix en Europe ?

Par Pierre Goudin*

Lorsque, il y a tout juste un an, le prix Nobel de la paix a été décerné à l'Union européenne, tous les observateurs, sans s'interroger plus avant, ont vu dans ce phénomène unique – le maintien de la paix sur le territoire européen depuis plus de 50 ans sans interruption – le fruit évident d'une inlassable volonté politique, des vertus intrinsèques du projet européen, des leçons bien comprises du passé et d'une plus grande maturité des peuples.

Cet événement ayant coïncidé avec la célébration du vingtième anniversaire du marché unique – le grand œuvre de Jacques Delors –, cela aurait pourtant pu nous amener à jeter un regard nouveau sur le ledit marché, qui n'est jamais abordé que sous l'angle de sa justification, de sa dimension et de sa portée économique. Et si, au-delà de cette grille de lecture classique, certes évidente et pertinente, le marché unique servait aussi à instaurer, à diffuser et à intérioriser cette idéologie de paix qui a fondé le projet européen ?

Des principes porteurs de paix

De fait, beaucoup de principes, de mécanismes et de valeurs à la base du marché unique et de son fonctionnement, pour peu que l'on regarde au-delà de leur fonction économique immédiate, jouent le rôle de puissants et efficaces vecteurs de paix.

L'interdépendance, tout d'abord. En rapprochant les économies des Etats membres, par l'adoption progressive de normes communes et la multiplication des échanges au sein de la zone européenne, le marché unique a fait basculer les économies nationales qui le composent dans un schéma d'intrication toujours plus étroite, où désormais chacun aurait plus à perdre qu'à gagner à faire peser une menace quelconque sur l'équilibre d'ensemble.

La confiance, ensuite. Elle est au cœur des principales politiques du marché unique et c'est sur elle que se fonde l'accès accru à ce marché. C'est la confiance qui, par exemple, détermine le développement des échanges transfrontaliers et des achats via Internet.

La normalisation, aussi. Elle vise, sur une base volontaire et consensuelle, à établir des systèmes de normes acceptables par toutes les parties prenantes et destinées à favoriser la libre circulation des marchandises. Elle offre ainsi la possibilité aux industriels, aux opérateurs du commerce et in fine aux citoyens de mieux se comprendre et donc de mieux s'entendre.

L'interconnexion, enfin. Faciliter l'exercice des « quatre libertés » qui forment la doxa du marché unique, fluidifier les échanges, favoriser les rencontres, tels sont les objectifs des multiples formes d'interconnexion (transports, énergie, communications,...) mises en œuvre pour donner au marché unique sa pleine dimension.

En supprimant les barrières, physiques ou virtuelles, en rendant naturelle la possibilité de voyager (qu'on songe au succès du programme Erasmus !), on atténue aussi ce qui a façonné pendant des siècles la mentalité européenne : la méconnaissance et la peur de l'autre, la mésestime, la jalousie, la convoitise et l'esprit de conquête. Cet enchaînement fauteur de troubles et facteur de guerre n'a aujourd'hui plus lieu d'être : dès lors que tout – ou presque – est disponible et accessible, partout et par tous, quel intérêt y aurait-il à vouloir encore s'en emparer par la force ?

Des limites à prendre en compte

Certes, le marché unique ne nous offre pas une martingale invariablement gagnante : dans sa mise en œuvre – tout au moins dans ses commencements, lorsque, précisément, l'idée ne s'en est pas encore imposée –, il est parfois porteur de tensions et anxiogène. Le débat sur les services l'a bien montré en son temps. Aujourd'hui, c'est l'ampleur de la crise actuelle qui ébranle ses fondations et fait ressurgir, ici ou là, de funestes tentations populistes et nationalistes. Mais que gagnerait-on à être encore – ou à revenir – au temps des féodalités et des barrières d'octroi ?

* Pierre Goudin est conseiller dans l'équipe Outreach du BEPA.

5 Think Tank Twitter

Think Tank Twitter (TTT) aims to provide regular information and updates on what is produced by think tanks and research centres across Europe (and beyond) on EU policy issues. As an analogy to the original Twitter, each summary – or tweet – does not exceed 140 words, rather than characters. Those who wish to signal new publications for possible inclusion can send them to the email address bepa-think-tank-twitter@ec.europa.eu

The 2014 European elections: Why a partisan Commission President would be bad for the EU

At a time of rising populism, the EU needs strong measures to improve its legitimacy: mainstream politicians should focus on rallying citizens on European integration during the 2014 campaign for the EP elections rather than on new proposals for selecting the next Commission President. The dangerous rise of xenophobic parties can have negative effects on the Commission President's indirect election: weaken the Commission; increase conflicts between member states and the EP; and not restore EU legitimacy. The authors suggest that the EP elections offer the opportunity to open a broad public debate about the benefits of integration; let the centre-right and centre-left define their political programme more clearly; and not make the Commission President partisan, "but a referee in the political game".

http://www.cer.org.uk/sites/default/files/publications/attachments/pdf/2013/esy_commissionpres_11oct13-7937.pdf

European Public Opinion: Is this the end of pessimism?

Following a crisis during which European public opinion has deteriorated, notably regarding support for the Union, there are signs indicating improvement. While economic forecasts for 2014 give reason for hope, public opinion also seems to be recovering. As pessimism about the future and the economy recede, societal concerns are growing. Inequalities between Europeans are growing: only the wealthiest are emerging from the crisis, not the entire Union. This problem must be acknowledged as the European elections draw closer; this date may be the beginning of a new era between European citizens and their institutions. This electoral event is a real opportunity. It is high time that effective communication tools were prepared. The image of the Union and its institutions can and must benefit from each European election.

<http://www.robert-schuman.eu/en/doc/questions-d-europe/qe-290-en.pdf>

The EU Beyond the Crisis: The unavoidable challenge of legitimacy

The euro crisis has mobilised the masses and unleashed important debates about changing the model of European integration. Yet, as the crisis appears to have calmed, EU member states feel increasingly confident that fundamental political changes are not necessary. The author argues that this is a dangerously short-sighted calculation. To build a truly democratic EU, citizens need to have a greater voice in decision making. He argues that Europe needs a culture of consent to underpin deeper integration. Tacit consent must lie behind the political compact Europeans make with the EU. Debate about integration should be more open-ended and accommodating of a wide range of views. The EU should nourish, not devitalise, representative processes and encourage democratic experimentation and innovation to create a broader European public space.

http://carnegieendowment.org/files/eu_beyond_crisis_2.pdf

Backsliders: Measuring democracy in the EU

Although the EU was founded on the principles of liberty, democracy, the rule of law and the respect for human rights – values also engrained in the accession process for new member states – there are few EU mechanisms for ensuring that member states do not slide backwards and become less democratic once they are part of the Union. While the eurozone crisis is part of the explanation, other issues of democratic backsliding – whose severity varies from one country to another – are outlined: the decline in procedural democracy; low performance on the respect of human rights; change in the attitude towards minorities; and the lowering of political activism. More should be done to strengthen the vitality of democracy: the Commission, in particular, should produce specific reports and rigorously gather data to adapt its response to each member state.

http://www.demos.co.uk/files/DEMOS_Backsliders_report_web_version.pdf?1380125822

Energy Solidarity in Europe: Moving towards a European Energy Community

The report discusses the future of the European energy policy and the policy proposal for a 'European energy community'. Cheap energy is a precondition for EU competitiveness, and thus for growth, the creation of new jobs, and increased welfare for EU citizens. It is one of the only three possible exit strategies from today's crisis, along with the single market and innovation. There is no energy security without solidarity. The European energy community will be fully accomplished only when the internal energy market is complete, guaranteeing that energy for Europeans and the European economy are secure, stable, affordable and clean. The broad support of more than 90 percent of MEPs for the report on the internal energy market clearly indicates that energy policy is significant for European integration.

<http://www.notre-europe.eu/media/ecebuzekvilniusne-jdioc2013.pdf?pdf=ok>

Systemically Important Banks in the Post-Crisis Era

This report outlines how G-20 member countries have been working to regulate systemically important banks in an effort to stabilise the world economy. Analysing data from the post-crisis regulation in 135 countries, the report demonstrates that countries are more similar than different in the measures that they have adopted for regulating and supervising such banks. All G-20 members, including the EU, have pledged to change national laws and policies, as necessary, to keep their commitments. By analysing the stabilisation of systemically important financial institutions (SIFIs) on the global and domestic levels, this paper shows distinctions between the two by the level of systemic risk to financial systems. Because the most important among these firms have global operations, requirements for such G-SIFIs cannot be effectively implemented at the national level.

<http://www.milkeninstitute.org/publications/publications.taf?function=detail&ID=38801434&cat=ResRep>

Economic Growth in the European Union

Although the European economy has started growing again, European standards of living and economic performance are problematic. Europe has been considered as a potential source of turbulence rather than a promising market. Economic growth will be needed, taking into account the lessons learned from countries that succeeded, the way they generated growth and the risks in current policies. To define policies that would boost European growth, the authors present conclusions based on an economic analysis of the heterogeneous economies and policies. These include: policies that depend too much on tax increase prolong recession; austerity has been too deep and its negative effects underestimated; the European answer to the crisis has postponed reforms. Even if growth problems can be solved within countries, the EU can help strengthen competition and expand the internal market.

<http://www.lisboncouncil.net/publication/publication/100-economic-growth-in-the-european-union.html>

The Legacy of Austerity in the Eurozone

The commentary argues that the improvement in the eurozone business cycle is the result of the ECB's announcement of its Outright Monetary Transaction programme, and that austerity has left a legacy of unsustainable debt that will test the political resilience of the debtor countries. One effect of the intense austerity imposed on the debtor nations is a sharp increase in the government debt ratios in these countries. Austerity programmes that can work in isolated cases fail to work when every country imposes austerity at the same time. The authors argue that this fallacy of composition made these austerity programmes ineffective and costly for the periphery. This could have been avoided by enlightened and symmetrical budgetary policies, whereby the inevitable austerity of the debtor nations was compensated by fiscal stimulus in the creditor nations.

<http://www.ceps.eu/book/legacy-austerity-eurozone>

6 BEPA News

Arrivées/Départs

Le BEPA a le plaisir d'accueillir deux nouveaux stagiaires « blue book » pour une période de 5 mois : Floris de Roland, diplômé d'un Master en relations internationales et d'un Master spécialisé en sécurité et défense, rejoint l'équipe Outreach, et Sid-Ahmed Talbi, titulaire d'un diplôme en sciences économiques, l'équipe Analyse. Roel Van Marle, fonctionnaire dans l'administration des Pays-Bas, intègre l'équipe Analyse en tant qu'expert national en formation professionnelle, pour travailler sur le relevé des réformes économiques.

Ana Costa Freitas a quitté le BEPA pour retrouver son poste de professeur à l'Université d'Evora. Nous lui souhaitons une bonne continuation.

Activités

Le BEPA a organisé ce 17 octobre un séminaire avec des experts du domaine des matières premières, afin de recevoir leurs réactions sur les orientations stratégiques futures à ce sujet. Cette réunion s'inscrit dans le cadre de la note que le BEPA prépare pour le Président, à sa demande, sur les impacts sur la compétitivité de l'industrie européenne de l'accès aux matières premières non énergétiques et non agricoles. Il est à noter que la DG Entreprise et Industrie a remis sur pied un groupe interservices sur le sujet, suite à celui que le BEPA avait convoqué dans la première moitié de 2013. Cette réflexion s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la Communication sur les matières premières de 2011 et se veut aussi une analyse plus orientée vers le développement d'une stratégie à long terme.

Ce même jour, le BEPA a organisé en collaboration avec la CEC (Conférence des Eglises européennes) et la COMECE (Commission des évêques de la Communauté européenne) un séminaire sur la protection environnementale et le changement climatique, appréhendés dans leur dimension éthique. Ce séminaire, organisé autour de trois sessions et qui a réuni une soixantaine d'experts, s'inscrivait dans le cadre du dialogue institutionnel que la Commission entretient de façon « ouverte, transparente et régulière » (art. 17 du TUE) avec les églises, les associations religieuses et les organisations philosophiques et non-confessionnelles.

Activités à venir

La rencontre annuelle de haut niveau entre les présidents des trois principales institutions européennes (Commission, Conseil et Parlement) et les représentants des organisations philosophiques et non-confessionnelles aura lieu le mardi 5 novembre, au Berlaymont. En cette année 2013, année européenne du citoyen, la rencontre, qui s'inscrit dans le cadre du dialogue « ouvert, transparent et régulier » établi par l'article 17 du TUE, portera sur le thème suivant : « Placer les citoyens au cœur du projet européen en période de changement ». Une brève conférence de presse conclura la manifestation.

La quatrième rencontre du Conseil Consultatif des Sciences et de la Technologie (STAC) aura lieu le 7 novembre. Les membres discuteront de leurs priorités pour 2014. Le Conseil travaille à présent sur un deuxième document intitulé « Science for innovation – long-term priority setting ». Une première ébauche sera présentée lors de la réunion, pour une publication qui paraîtra en début 2014.

Le 14 et 15 novembre des experts sur le sujet des tendances mondiales venant des Etats-Unis, de l'Inde, du Brésil et de la Russie, se joindront à la Task Force ESPAS pour participer à un séminaire, dont une session de travail accueillera également des responsables de planification politique au niveau des Etats membres. Le but de ce séminaire est double : premièrement, d'informer les interlocuteurs de l'étranger du progrès réalisé sur le projet ESPAS, et deuxièmement pour examiner de manière plus approfondie les possibilités de créer un groupe d'experts internationaux travaillant sur les tendances mondiales. La réunion portera, entre autres, sur les trois *trend reports* et le développement d'une bibliothèque numérique sur le site internet consacré à ESPAS (www.europa.eu/espas/) qui inclura des rapports du monde entier portant sur les tendances mondiales.

Publication

Team of the Chief Scientific Adviser (eds.), *Science and society. Time for a new deal*, Berlaymont Paper n° 3. Bruxelles : BEPA, Commission européenne, octobre 2013. Disponible en ligne : http://ec.europa.eu/bepa/pdf/publications_pdf/brief-policy/berl_papers_issue_3.pdf